

● (1630)

Enfin, monsieur l'Orateur, je voudrais attirer l'attention sur le programme d'austérité du gouvernement. Le gouvernement a annoncé sa politique d'austérité en 1975 dans le cadre de son programme de lutte contre l'inflation. Les dépenses sont liées à la croissance du PNB. Cette politique s'applique à toutes les dépenses, y compris les dépenses budgétaires, les prêts, les investissements et les avances. Le gouvernement s'est en outre engagé à respecter un objectif fixé avant le début de l'année financière. Pour chaque année à compter de 1976-1977, qui fut la première année complète visée par le programme, on a fixé des objectifs inférieurs à la croissance du PNB. Et pour chacune de ces années, le gouvernement a maintenu ses dépenses réelles bien en-deçà de ces objectifs.

Pour les années financières 1976-1977 et 1977-1978, on a maintenu les dépenses réelles à un montant inférieur de plus de un milliard de dollars aux plafonds annoncés des taux de croissance de 10.4 et de 7.1 p. 100 respectivement. Les députés n'ignorent pas que pour l'année financière 1978-1979 qui vient de se terminer, le plafond initial de 48,800 millions de dollars a été encore réduit de 500 millions de dollars en vertu des coupures budgétaires annoncées en août dernier. Quand les Comptes publics seront déposés plus tard cette année, je suis assuré qu'ils démontreront que nous avons réussi à maintenir nos dépenses bien en-deçà de ce plafond, ce qui veut dire que la croissance des dépenses aura été inférieure à 9.5 p. 100 en 1978-1979.

Les prévisions fixées initialement pour la prochaine année financière (1979-1980) ont été réduites de deux milliards de dollars au mois d'août, ce qui porte l'objectif à 52,600 millions de dollars. J'ai annoncé les détails des prévisions des dépenses gouvernementales d'ensemble lors de la présentation du budget des dépenses le 19 février. Ce chiffre représente une augmentation de 8.9 p. 100 par rapport aux dépenses de 1978-1979.

La répartition de cette augmentation par catégorie de dépenses publiques traduit bien la fermeté dont le gouvernement fait preuve pour limiter la croissance des dépenses. Environ 58 p. 100 de la croissance budgétaire totale est constituée par des paiements de transfert aux particuliers et aux autres paliers de gouvernement, par des subventions et différentes autres formes de transferts. L'augmentation des coûts de la dette publique représente 43 p. 100 de la croissance nette. Cela signifie que les prévisions pour les dépenses d'exploitation et de capital des ministères et organismes gouvernementaux ont baissé par rapport à 1978-1979. J'aimerais en outre faire remarquer que les ministères malgré leurs moyens réduits, doivent accuser le coup de l'inflation.

Le contrôle de la croissance de la Fonction publique fait également partie du programme de restrictions et les réalisations du gouvernement sont à cet égard tout aussi impressionnantes. Voilà les faits, monsieur l'Orateur: 1) En 1976-1977, première année de l'entrée en vigueur du programme, le taux de croissance des années-personnes autorisées a été réduit de 1.3 p. 100. 2) En 1977-1978 et en 1978-1979, la croissance a été maintenue à 6 p. 100. 3) En 1979-1980, par suite des réductions des dépenses et de la compression des effectifs de la Fonction publique annoncées en août dernier, on assistera à une réduction de 6,685 années-personnes en chiffres absolus ce qui représente une baisse de 2.1 p. 100 par rapport à l'année

### *Gaspillage et mauvaise gestion*

dernière. La Fonction publique reprendra donc environ les proportions qu'elle avait il y a quatre ans.

Les réalisations du gouvernement contredisent donc totalement la motion à l'étude et connaissant le jugement de la Chambre, je suis sûr qu'elle aura le bon sens de la rejeter.

**M. Ron Huntington (Capilano):** Monsieur l'Orateur, j'avais l'intention de traiter d'un aspect général de la question qui nous préoccupe jusqu'à ce que le président du Conseil du Trésor (M. Buchanan) nous parle de cette période de restrictions des dépenses que le gouvernement se fait gloire d'avoir imposée aux Canadiens.

Je tiens à rappeler aux députés que le gouvernement dépense un milliard de dollars par semaine et crée un déficit d'un milliard de dollars par mois. Le ministre des Finances (M. Chrétien) nous a dit, en cette «période de restrictions», que le déficit national est maintenant de 1.2 milliard plus grand que le gouvernement ne l'avait prévu dans son budget des dépenses pur l'année financière 1979. Il nous a aussi informés que le déficit au cours de l'année financière 1980 approcherait les 13 milliards de dollars. Si la tendance se maintient, le déficit pour l'année financière 1983 atteindra les 16 milliards de dollars, portant le déficit global de 1979 à 1983 à 70 milliards de dollars. C'est toute une période de restrictions!

Par ailleurs, le gouvernement a utilisé 4.2 milliards de dollars américains pour renforcer le dollar canadien, soit près de 90 p. 100 des devises étrangères disponibles en septembre 1977. Nous avons négocié deux accords pour obtenir des facilités de crédit à l'étranger afin d'accroître nos réserves de devises étrangères, et au 1<sup>er</sup> novembre 1978, nous en avons utilisé 2.4 milliards de dollars. Voilà, encore une fois, ce que le président du Conseil du Trésor appelle des restrictions.

De plus, entre 1968 et 1978, les dépenses fédérales auront quadruplé, passant de 12 à 50 milliards. Le premier ministre (M. Trudeau) pouvait bien demander du temps d'antenne, le 13 août 1969, pour parler de l'économie, déclarant alors que nous courions vers la catastrophe si nous ne faisons rien pour refréner l'accroissement des dépenses. Et pourtant, il nous parle maintenant de restrictions.

Pendant les trois années d'«austérité» imposées par le premier ministre, les dépenses ont augmenté de 14.3 milliards de dollars, soit 44 p. 100. Cette augmentation représente \$226.50 par Canadien, plus que tout le budget fédéral pour 1968, et je ne parle que de l'augmentation des dépenses survenue durant la période dite d'«austérité».

La dette publique brute représente actuellement quelque \$6,700 par tavailleur canadien et environ \$3,000 par Canadien, soit une augmentation de 87 p. 100 en neuf ans. Ce même soir du 13 août 1969, le premier ministre nous a dit que les déficits allaient devenir choses du passé. Monsieur l'Orateur, la dette publique brute s'élève aujourd'hui à 67.1 milliards de dollars et les dépenses totales du gouvernement, en janvier 1978, s'élevaient à 50 milliards de dollars. Pourtant, le président du Conseil du Trésor prend la parole pour énumérer des mesures d'austérité factices en vue de désarmer la critique.

Je le répète, monsieur l'Orateur, je voulais aborder un aspect plus général du problème auquel nous nous heurtons. Une fois encore, nous discutons de gaspillage et de mauvaise gestion. Il est fort possible que les Canadiens soient apathiques, car dans l'ensemble, les chiffres sont accablants et on a peine à y croire. Il y a encore deux semaines, un journaliste me